

Les recommandations de M. Decelles ne sont pas seulement sa compétence dans cette spécialité; mais il a encore une droiture d'intention, et un respect pour sa profession qui l'obligent, pour ainsi dire, à offrir une traduction exacte et fidèle.

On n'a pu lui refuser cette entreprise que pour deux raisons: soit que les partisans du ministère aient besoin de ce patronage pour leurs amis, parmi lesquels il y en a qui sont tout à fait incapables de faire ce travail, ou qu'ils soient déterminés à ne pas donner d'entreprise à un adversaire politique. Je crois que ces deux raisons ont influencé beaucoup de députés. Il y en a même qui, étant sous l'impression que cette aide additionnelle serait payée avec les deniers de l'état, ont demandé à cet entrepreneur d'employer des jeunes gens sans expérience à tant par jour. C'est pourquoi, il est grandement temps de seconder le comité quand il s'efforce de remplir les instructions qu'il a reçues de la Chambre.

Hon. M. MACKENZIE—L'honorable député met en parallèle l'entrepreneur du compte-rendu officiel et cet homme que le comité se propose d'employer. Ils n'ont pourtant rien de commun.

Sir JOHN A. MACDONALD—Pourquoi?

L'hon. M. MACKENZIE—D'abord, le public a été invité à soumissionner pour le compte-rendu officiel des débats. L'offre de M. Burgess, étant la plus basse fut acceptée, longtemps avant qu'il fut propriétaire de son journal. Mais suivant l'honorable député, le comité aurait passé un contrat privé avec M. Decelles.

M. BOWELL—Le greffier du comité des impressions a reçu ordre de recevoir des soumissions d'autant de traducteurs que possible.

Hon. M. MACKENZIE—Ces arrangements sont privés, puisque ces offres n'ont pas été soumises à la Chambre. J'avais décidé, dès le commencement, que les traducteurs de la Chambre feraient ce travail et que ses imprimeurs seraient chargés de l'impression pour que cette impression fut, autant que possible, sous le contrôle du comité. Je ne vois pas pourquoi elle ne pourrait se faire à aussi bas prix de cette manière que de l'autre, et il me semble que

c'est possible. J'apprends que le comité a refusé cette entreprise à 90 centins la page.

M. BOWELL—C'est vrai, et le Président du Conseil vous expliquera pourquoi.

Hon. M. MACKENZIE—L'honorable député prétend que c'est un parti pris chez le gouvernement de ne donner des entreprises qu'à ses amis politiques. Je le défie, ou tout autre membre de cette Chambre, de prouver qu'il en a favorisé un seul, et je le somme de prouver cette accusation. Le comité s'était décidé sur une manière de faire faire la traduction et nous l'avons approuvé. Je n'ai pas le moindre doute de sa bonne foi; mais ses membres doivent attendre à être critiqués, lorsqu'ils soumettent un second rapport tout à fait différent du premier. Je ne comprends pas pourquoi l'honorable député de Hastings en blâmerait la Chambre. Nous avons, assurément, autant de droit que l'honorable député de donner notre opinion sur cette affaire.

Je crois que la proposition de cet amendement est parfaitement juste.

M. BOWELL—L'honorable ministre a-t-il pris des informations sur le coût de cette traduction?

Hon. M. MACKENZIE—Je ne m'y connais pas beaucoup en fait de comptes rendus et d'impression; mais je n'ai aucun doute que cette traduction puisse se faire à aussi bas prix avec un système qu'avec l'autre.

M. MASSON—Si l'on m'a bien renseigné, le comité a refusé cette soumission de 90 centins parce que le président du Conseil ne voulait pas donner cette entreprise à un Irlandais.

Quand il s'agit d'une question d'économie interne, on ne doit pas se laisser guider par l'esprit de parti. Ce n'était par la conduite du gouvernement quand le très honorable député de Kingston était au pouvoir. Voici un fait pour appuyer ce que j'avance: le ministère nomma le rédacteur de l'*Ordre*,—journal qui lui était entièrement opposé, non-seulement traducteur surnuméraire, mais encore, après quelques semaines, employé permanent de la Chambre.

M. Decelles négocia avec le président du Conseil, et si je suis bien renseigné, il a agi très franchement. Ils comprirent tous deux que la politique ne

M. BOWELL